



SciencesPo.

CERI
CNRS

L'EXTERNE ET L'EUROPEEN

DANS LA CAMPAGNE PRESIDENTIELLE DE 2012

Christian Lequesne*

Il est plutôt habituel d'affirmer que la politique extérieure n'a jamais joué un rôle important dans l'élection présidentielle sous la Vème République. L'affirmation est globalement juste, à condition toutefois de préciser ce que l'on entend par politique extérieure. Si cette dernière inclut la politique européenne, le propos doit immédiatement être nuancé. Dès l'élection de 1965, alors que le candidat centriste Jean Lecanuet se positionnait contre la politique souverainiste du général de Gaulle à l'égard de Bruxelles, ce dernier avait alors prononcé la célèbre réplique: "On peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe, l'Europe, l'Europe, mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien". De même, lors de la campagne pour sa réélection en 1988, François Mitterrand avait largement utilisé son engagement en faveur du marché intérieur européen et de la monnaie unique dans la campagne. En témoigne sa "Lettre à tous les Français", adressée à l'ensemble des électeurs. Compte tenu de ses implications quotidiennes sur la vie économique et sociale des Français, ceux-ci

perçoivent la politique européenne comme relevant plutôt de la politique intérieure que de la politique extérieure *stricto sensu*.

Au-delà de la politique européenne, les sujets de politique extérieure ont pu être parfois instrumentalisés par l'un ou l'autre candidat dans une élection présidentielle sous la Vème République. En mai 1981, François Mitterrand utilisa ainsi la communication faite par Valéry Giscard d'Estaing au G7, au sujet du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan que lui aurait confié Leonid Brejnev, pour parler de "petit télégraphiste". Ce sobriquet sous-entendait clairement que son adversaire était bien naïf avec les dictateurs.

Dans la campagne présidentielle de 2012, la thématique européenne domine. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement, compte tenu des crises qu'ont connues l'Union européenne et la zone euro depuis 2008 ? Le candidat sortant, Nicolas Sarkozy, a d'emblée affiché la crise économique de l'Europe pour expliquer que les mauvais chiffres de la croissance française et de la dette étaient les résultats de contraintes extérieures. Son parti, l'UMP, s'est en majorité rallié au modèle allemand du moment, modèle selon lequel il convient d'abord de mettre de l'ordre dans les finances publiques par une politique de rigueur pour espérer avoir de la croissance. Compte tenu du gonflement du déficit public français depuis deux ans, le président sortant (plus encore que le candidat) n'eut en fait pas beaucoup d'autre choix que de signer le 2 mars 2012 le traité de stabilité budgétaire, avec 24 autres partenaires de l'UE¹. Il a ainsi souscrit à l'engagement d'un seuil officiel du déficit public en France, soit la fameuse "règle d'or". Nicolas Sarkozy a demandé à Angela Merkel de le soutenir ouvertement au début de sa campagne; ce qu'elle fit, non sans une certaine imprudence. En effet, Il s'avéra assez vite que ce soutien explicite n'était pas forcément du goût de tous les électeurs de Nicolas Sarkozy et qu'il vallait donc mieux ne pas trop s'afficher avec la Chancelière. Elle fut ainsi invitée à renoncer à accompagner Nicolas Sarkozy dans ses grands meetings de campagne, ce qu'elle prit assez mal.

¹ Seules le Royaume – Uni et la République tchèque n'ont pas signé le Traité.

Comprenant l'intérêt politique de se démarquer de ce "suivisme" de l'Allemagne, le candidat socialiste François Hollande déclara immédiatement que s'il était élu, il renégocierait le traité de stabilité budgétaire, ce texte ne faisant pas suffisamment place à l'objectif de la croissance. L'aile gauche du Parti socialiste, incarnée par Arnaud Montebourg, ne manqua pas de faire des raccourcis historiques douteux entre l'Allemagne de 2012 et celle du passé, accusant, en décembre 2011, la Chancelière de mener "une politique à la Bismarck". Cet anti-germanisme eut cependant peu d'écho auprès de la société française, même si le néologisme "Merkozy" commença à circuler. Il est difficile de savoir ce que signifie pour François Hollande la renégociation du traité de stabilité budgétaire. Certains observateurs pensent qu'il s'agit d'une véritable demande aux 25 de se mettre autour de la table pour ajouter au traité des prescriptions sur la croissance. D'autres pensent qu'une telle demande ne serait pas admise par les partenaires et que François Hollande devrait se contenter d'une déclaration politique du Conseil européen reconnaissant l'insistance française en matière de croissance, ce qui lui permettrait de faire bonne figure auprès de ses électeurs.

Il est certain que François Hollande, et ses conseillers les plus proches comme Manuel Valls ou Pierre Moscovici, sont conscients de la nécessité de diminuer le déficit public de la France. En revanche, une partie des électeurs de gauche restent convaincus que la bonne vieille relance keynésienne par le déficit demeure le bon modèle. Dès lors, il est fort probable que François Hollande soit confronté à la difficulté de mettre en place la rigueur budgétaire contre une partie de son électorat.

Dans la campagne présidentielle, au-delà de la question de la gouvernance de la zone euro, l'Europe apparaît pour la France comme un problème plutôt que comme une solution. Deux des candidats de l'extrême-droite, Marie Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan sont favorables à la sortie de l'euro. Marine Le Pen parle plus largement d'une renégociation des traités européens, en laissant planer le flou sur le retrait pur et simple de la France. Le candidat du Front de Gauche, Jean-Luc Mélenchon, évoque lui aussi la nécessité d'un nouveau traité européen. Ces postures eurosceptiques révèlent assurément au sein de la société une UE

perçue comme le cheval de Troie d'une mondialisation menaçante, face à laquelle l'Etat serait le seul protecteur. Ce qui était perceptible lors du référendum négatif de 2005 sur la Constitution européenne se trouve donc confirmé : une majorité de Français est convaincue que l'Etat reste le garant de sa protection individuelle.

Cette croyance en l'Etat protecteur produit, à son tour, des conséquences sur l'engagement européen des candidats modérés. Ainsi, François Bayrou qui incarne la tradition chrétienne-démocrate très favorable à l'intégration européenne, n'ose plus utiliser le terme de fédéralisme. De même, François Hollande, comme Nicolas Sarkozy, insistent à leur tour sur la protection de l'Etat, prônant par exemple des mesures protectionnistes pour équilibrer une politique commerciale de l'UE réputée naïvement libre-échangiste. Désireux de gagner des voix sur sa droite, Nicolas Sarkozy s'est même senti obligé de remettre en cause le principe européen de la libre circulation des personnes. Il s'est ainsi prononcé pour un rétablissement de contrôles ciblés aux frontières si la zone Schengen n'était pas réformée. Il s'agit ainsi de montrer à ses électeurs qu'il n'est pas question de laisser la Bulgarie et la Roumanie adhérer pour le moment à la zone Schengen, et qu'il convient de dénoncer la défaillance de l'Etat grec à sa frontière avec la Turquie face à l'arrivée d'immigrés et de réfugiés clandestins. Bien que l'immigration ne constitue pas du tout le principal problème économique et social de la France, le thème est omniprésent à l'extrême droite et à droite du spectre politique. On retrouve, dans ce rejet de l'immigration clandestine, tout comme dans l'opposition à l'Europe, le problème de l'Etat qui doit protéger contre de soi-disant menaces.

Au final, peu de propositions pour une UE plus forte sont exprimées dans la campagne présidentielle française. Seul François Bayrou a proposé l'élection d'un président de l'Union européenne au suffrage universel direct et un renforcement du Parlement européen. La candidate écologiste, Eva Joly, qui fait une campagne désastreuse, a suggéré pour sa part la rédaction d'une Constitution européenne approuvée par referendum et la création d'eurobonds pour relancer l'économie. Comparée à la fin des années quatre-vingt, les propositions en faveur d'un surcroît d'intégration européenne sont donc faibles. L'espoir

selon lequel l'Europe pourrait aider la France à renforcer sa modernité et sa place dans le monde fait désormais partie du passé. La campagne présidentielle révèle un retour de la société française à une introversion nationale face à laquelle les candidats modérés se sentent mal à l'aise.

Au-delà de l'UE, peu de thèmes de politique extérieure ont dominé la campagne. Il faut souligner que les Etats-Unis sont à peine évoqués en tant que tels, Barack Obama continuant d'apparaître comme la garantie de bonnes relations transatlantiques pour une grande partie des Français. Si Jean-Luc Mélenchon, fidèle à l'anti-américanisme idéologique des néocommunistes français, appelle à un retrait de la France de l'OTAN, François Hollande n'évoque aucunement cette option. Il parle simplement d'un audit des conséquences de la décision négociée par Nicolas Sarkozy en 2007. Les experts en matière de défense du Parti socialiste sont en effet conscients que les opérations militaires, comme celles conduites en 2011 en Libye, nécessitent de travailler avec l'OTAN. Pour eux, il est donc tout à fait inutile de compromettre la relation politique avec les partenaires occidentaux en parlant de quitter à nouveau l'organisation militaire intégrée. Sur l'OTAN, le pragmatisme a pris clairement le pas sur la symbolique.

Aucun des candidats n'appelle néanmoins à une augmentation du budget consacré à la défense. Aucun ne souhaite non plus une accélération de l'Europe de la défense, à l'exception de François Bayrou. Cette absence confirme le déclin de l'engagement européen des Français et leur forte inclinaison au repli national. Renforcer les armées pour contribuer à la sécurité du monde n'est pas un objectif prioritaire pour les candidats dans la mesure où il n'en est pas un pour la société. Les Français sont trop préoccupés de l'avenir de leur statut personnel au regard de l'Etat providence (retraites, dépenses de santé, etc..) pour penser à la sécurité du "vaste monde". La plupart d'entre eux n'ont d'ailleurs jamais connu la guerre et, même lorsqu'ils sont critiques à l'égard de l'UE, ils ont complètement intégré le modèle post-westphalien de la paix universelle.

L'introversion française du moment explique aussi qu'une bonne relation avec les pays émergents soit peu évoquée dans la campagne comme un projet prioritaire. Seul, François Hollande se place dans cette perspective, appelant même à un élargissement des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies. A l'inverse, Nicolas Sarkozy aborde la question des émergents uniquement sous l'angle négatif du meilleur respect des règles sociales, juridiques et environnementales.

Bien que chasse gardée du président de la République sous la Vème République, la politique extérieure est donc peu présente dans la campagne. Il n'en va pas de même pour la politique européenne, qui reste cependant largement perçue comme de la politique intérieure. Mais à la différence des années Giscard et Mitterrand, l'Europe est de moins en moins présentée dans la campagne comme une possibilité de maximiser les intérêts de la France. Plus que jamais, les Français sont demandeurs d'un Etat fort et les programmes des candidats à l'élection présidentielle reflètent bien cette requête.

***Christian Lequesne, directeur du CERI**